

Troupes US aux Philippines

Le « second front » asiatique des Etats-Unis

vendredi 26 avril 2002, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2002).

Sommaire

- [Au-delà d'Abu Sayyaf](#)
- [Zone de guerre](#)
- [Briser le mur du silence](#)

A Porto Alegre, avec l'Appel à la mobilisation des mouvements sociaux, nous avons proclamé que le combat contre la guerre était dorénavant une composante « constitutive » de nos engagements collectifs. Depuis, son actualité ne s'est malheureusement jamais démentie. Chacun pense avant tout à la Palestine, au Moyen-Orient, ou encore à l'Amérique latine @de la Colombie au Venezuela. En revanche, en dehors des pays directement concernés, l'intervention des Etats-Unis aux Philippines passe largement inaperçue. Elle n'en est pas moins plus que préoccupante ; au point qu'une mission internationale de paix s'est rendue fin mars dans l'île de Basilan, là où ont débarqué les forces spéciales US.

Nous étions seize à participer à cette mission, venant de dix pays différents et d'horizons divers. Un membre du Parlement européen, l'avocat Matti Wuori, député finlandais ayant intégré le groupe des Verts, et moi-même, envoyé par la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique. Une Britannique, au nom improbable de Victoria Brittain, ancienne responsable du Guardian sur les questions internationales que les habitués du Monde diplomatique connaissent bien. Un universitaire irlandais, Bill Roston, auteur d'une enquête sur les crimes d'Etat en Ulster. Un membre de l'église américaine Mennonites, Earl Martin, ayant vécu au Viêt-Nam durant la guerre. Un spécialiste indien des mouvements musulmans asiatiques, Aijaz Ahmad. Une élue australienne de Sydney, Lee Rhiannon. Une Japonaise, Ohashi Seiko, qui coordonne l'action d'une ONG japonaise. Des militants philippins : la députée Etta Rosales, Ronald Llamas du parti Akbayan, Corazon Fabros, Amy Catacutan et Rolan Simbulan. Enfin, l'équipe de « Focus on the Global South », à l'initiative de la mission, avec Walden Bello, Marco Mezerra et Nicola Bullard...

Nous nous sommes rendu à Basilan, chacun avec notre histoire et notre sensibilité propres. Mais par-delà cette diversité, très spontanément nous avons ressenti les mêmes alarmes. Nous sommes revenus de notre mission plus inquiets encore qu'avant notre départ.

Au-delà d'Abu Sayyaf

Les Etats-Unis sont officiellement venus entraîner les Philippines, confrontés à Abu Sayyaf, un groupe islamiste ayant viré au banditisme et spécialisé dans les enlèvements pour rançon. L'armée philippine bénéficie pourtant d'une expérience du combat de jungle bien plus éprouvée que celle de Big Brother. Surtout, tout le monde nous l'a affirmé, Abu Sayyaf n'a aucun lien organique avec Al Qaida. Ce n'est qu'un mouvement très local qui ne comprend plus aujourd'hui qu'une soixantaine de membres. Alors que les forces gouvernementales (soldats, miliciens) alignent environ dix-huit milles

hommes sur le terrain !

Il est clair que le problème posé ici n'est pas avant tout d'essence technique ou militaire, comme en témoigne ce qui s'est passé à Lamitan, en juin dernier. Les kidnappeurs se sont retrouvés encerclés dans l'hôpital de la ville. Ils se sont pourtant enfuis sans dommage avec leurs otages. Beaucoup d'argent a circulé. Les habitants de Lamitan, et notamment les victimes directes d'enlèvement, ont violemment dénoncé ces compromissions quand ils nous ont reçu dans leur église. Si l'armée ne se laissait pas corrompre, il y a belle lurette que la menace d'Abu Sayyaf aurait été réglée.

Il y a de toute évidence, à l'intervention US, d'autres raisons qu'officielles. Washington a tissé des liens privilégiés avec les grandes familles des Philippines, cette Asie latine christianisée, comme dans nul autre pays de la région. Il y avait installé d'importantes bases militaires (qu'il avait dû abandonner il y a une décennie) et se sent ici en terrain familier. Sous prétexte de lutte anti-terroriste, le Pentagone reprend donc pied dans son ancienne colonie, d'où il peut surveiller l'archipel indonésien et la mer de Chine. Des milliers de GI's sont ainsi attendus dans le nord des Philippines, pour de nouveaux « exercices » militaires internationaux.

Il s'agit aussi de « sécuriser » le sud du pays, là où habitent les populations musulmanes. Washington semble avoir en fait pour cible le Front islamique de libération moro -le MILF, un mouvement de libération socialement bien implanté, avec 12.000 hommes en armes. Si tel s'avérait le cas, l'île de Mindanao risquerait une nouvelle fois d'être transformée en immense champ de bataille. Au risque, de briser, ici aussi et pour longtemps, les solidarités patiemment tissées entre communautés moros, lumads (les « peuples indigènes ») et chrétiennes.

Zone de guerre

Nous avons pénétré, à Basilan, en zone de guerre. Non pas comme en Palestine, théâtre de violents combats où chacun peut prendre une balle ou un obus perdus. Il n'y a pas de lignes de front. Les opérations, de petites envergures, se déroulent loin des centres urbains. Mais le poids de la militarisation est très perceptible. La peur règne ; partout. Dans l'arrière-pays moro surtout, soumis à occupation, où les Musulmans se sentent collectivement menacés, criminalisés. La peur encore en ville et jusque dans la capitale provinciale, Isabela, où nul ne sait d'où le danger peut venir : banditisme, répression arbitraire...

Nous-mêmes, nous ne pouvions nous déplacer qu'en convoi, sous protection armée. Le risque ? L'enlèvement ; et pas nécessairement du fait d'Abu Sayyaf dont les commandants avaient très probablement déjà quitté l'île. Ainsi, selon des informations d'origine militaire, le gouverneur de la province en personne, très pro-américain et très irrité de notre initiative de paix, aurait envisagé sans déplaisir que certains d'entre nous soient kidnappés, à commencer par le « chef de mission » (Walden Bello), ainsi que deux ou trois « Caucasiens » pour faire bonne mesure. Histoire de nous donner une leçon. Ambiance.

En nous rendant dans la prison provinciale, dont l'accès nous a été officiellement interdit, nous avons réussi à communiquer avec des détenus victimes, selon leurs dires, de tortures (brûlures de cigarettes) et d'arrestations arbitraires, dont une femme enceinte. Le gouverneur lui-même a reconnu que des innocents étaient aujourd'hui incarcérés.

Les témoins que nous souhaitions entendre (ces musulmans dont les maris auraient été sommairement abattus dans l'arrière-pays par la soldatesque) prenaient le risque de sévères représailles. Au point que nombre d'entre elles ont renoncé à parler. Mais certaines ont eu le courage de témoigner. Comme cette villageoise dont le conjoint a été tué alors qu'il se rendait au

puits pour faire ses ablutions et se préparer à la prière.

La peur est palpable, quotidienne, collective. Un jeune d'Isabella, membre du Moro Human Rights Center, l'exprime en ces termes : « *Ce que nous craignons le plus, c'est l'informateur cagoulé qui parcourt les rues de la ville accompagné d'une patrouille militaire et qui pointe du doigt les militants, pour arrestation* ». De la Colombie à Basilan en passant par la Palestine, cette même image, si difficile à oublier, de l'informateur cagoulé...

Briser le mur du silence

Les nombreuses victimes d'Abu Sayyaf sont connues, reconnues. Il n'en va pas de même des victimes de l'armée ou des groupes paramilitaires. En nous rendant sur place, nous voulions prendre la mesure de la situation ; tirer la sonnette d'alarme. Appeler à une véritable enquête sur le respect des droits humains dans les zones de guerre. Mettre en garde contre le danger d'escalade militaire. Brisser le mur du silence.

Ce premier objectif a été largement atteint. Aux Philippines du moins, l'écho, de notre initiative a été grand dans les médias (presse, télévision, radios). Et le contre-feu officiel brutal. Le conseiller es-sécurité du gouvernement a souhaité que les frontières du pays se ferment aux étrangers fauteurs de troubles. La présidente Gloria Macapagal-Arroyo s'est crue obligée de monter en personne au créneau pour affirmer que rien n'entachait l'honneur de l'armée ; que nous n'étions que des « *Abu Sayyaf lovers* » -de bons amis des terroristes.

Qui ne soutient pas l'intervention US se range dans le camp des terroristes. Qui n'est pas avec nous est contre nous. La présidente des Philippines a repris l'antienne de Bush en lutte contre l'« axe du Mal ». Thème connu. Le combat contre le « terrorisme islamique » joue aujourd'hui le rôle de l'anti-communisme d'hier. Il justifie les pires répressions. Il couvre d'un voile idéologique le redéploiement impérial et mondial du dispositif militaire étasunien.

Washington a décidé d'ouvrir, après l'Afghanistan, un second front asiatique. Avec Basilan pour porte d'entrée et Abu Sayyaf pour prétexte. Le risque d'extension du conflit à d'autres provinces de Mindanao est très réel. Mi-avril, des attentats meurtriers ont frappé la population de General Santos. Ils sont attribués à Abu Sayyaf. Si cela est vrai, cela confirmerait que ce groupe a déjà quitté Basilan. Mais cela peut aussi être une provocation sanglante visant à justifier la poursuite de l'intervention US.

Dans cette situation, les membres de notre mission de paix ont maintenant à cœur de faire connaître dans les instances internationales (Parlement européen, ONU, connaître sur le plan international (Parlement européen, ONU, Amnesty International, associations démocratiques, réseau Attac et mouvements de résistances à la globalisation armée...) la gravité des inquiétudes que suscite la situation dans le sud philippin.

Pierre Rousset

P.-S.

Article écrit pour le « Grain de sable »